

PARCOURS CITOYEN. Réunissant armée, entreprises et associations, l'opération « 105 permis pour 2005 » remet au travail une centaine de jeunes des banlieues de la région parisienne.

Treillis, permis et CDI



Une opération pour susciter l'envie des jeunes de réussir

SOUS LES ORS de la République, des jeunes font la queue. Ecouteur à l'oreille, blouson trop grand pour les garçons, pantalons trop petits pour les filles, ils attendent bien sagement pour se faire prendre en photo, sur leur portable dernier cri, avec le général de Richoufftz. Etrange combinaison que ces jeunes « black, blanc, beur » et cette personnalité charismatique, qui sourit à l'objectif de ceux qui se succèdent...

Alors que, dehors, les voitures brûlaient, une centaine de filles et de garçons, dont une majorité d'origine africaine ou maghrébine, issus des banlieues les plus difficiles, témoignaient à l'Ecole militaire, à Paris, de leur parcours au sein de l'opération « 105 permis pour 2005 ». Mise en place par la région Ile-de-France au premier trimestre 2005, celle-ci a pour objectif de réunir « la France qui se cherche et la France qui gagne dans un contrat donnant donnant » : quinze jours de préparation militaire et autant de service citoyen dans une association caritative, contre une formation au permis de conduire et la garantie d'un emploi. Aurélien, vingt-deux ans, originaire d'Etampes, a fait une succession de petits boulots avant de rejoindre la promotion 2005. S'il a appris à se lever à 6 heures du matin, à faire des pompes et à tenir deux jours avec une boîte de conserve et une bouteille d'eau, il tire une fierté évidente de son action aux Restos du cœur : « *De moi-même, je ne l'aurais pas fait. J'ai vu ce que cela apporte d'aider les gens.* » Même discours chez Jessy, dix-huit ans, qui a travaillé chez Emmaüs pendant un mois : « *Je n'avais pas cette vision des gens qui vivaient dans la rue, cela m'a fait de la peine. Maintenant, je continue comme bénévole.* »

C'est toute la philosophie de cette initiative, placée sous la présidence du ministre de la Défense : susciter l'envie des jeunes, les amener à renouer avec

une certaine forme de réussite et les conduire à participer positivement à une action structurante.

Un travail à la clé

La particularité de l'opération tient aussi à l'implication d'entreprises partenaires qui se sont engagées à fournir des emplois permanents. Il ne s'agit pas d'une

énième formation conduisant potentiellement à l'Anpe, mais de l'assurance, si les jeunes remplissent leur part du contrat, d'un travail stable. « *Ils ne veulent pas de promesses, ils veulent du concret* », constate le général Emmanuel de Richoufftz. La Poste, Uniprotect, Plastic Omnium ou encore Sodexo commencent aujourd'hui à recevoir la pre-

mière promotion. Jessy, nouvel employé chez Uniprotect, suit actuellement une formation supplémentaire de 150 heures au métier de la sécurité. « *Chez moi, c'est pas trop la belle vie. Les jeunes ne pensent qu'à s'amuser et ne peuvent plus revenir en arrière. Les "105 permis", ça a changé beaucoup de choses. J'ai vu que je pouvais réussir, aller au-delà de mes limites. Franchement, je ne suis pas déçu du voyage !* »

Concret, simple et efficace. Trop peut-être... L'avenir de l'opération, prévue au départ pour durer, avec des perspectives de formation et d'emploi au niveau national pour 5 000 jeunes, est incertain, bien que chacun des partenaires ait déclaré sa volonté de poursuivre l'année prochaine. Ni le Premier ministre, ni le ministre de la Défense n'ont décidé de capitaliser sur cette action lors de la récente crise des banlieues. Bien que le ministère n'ait pas officiellement pris position, le bruit court que l'opération ne sera pas reconduite. Concurrence avec l'initiative « Défense 2^e chance » de Michèle Alliot-Marie ? Personnalité dérangeante que celle du général ? A l'heure où le gouvernement prône la prise de responsabilité de chacun, les entreprises impliquées, dont certaines ont proposé de doubler leurs offres d'emploi, ainsi que de nouvelles souhaitant les rejoindre, expriment elles aussi leur incompréhension. Si le général de Richoufftz part à la retraite l'été prochain, les partenaires espèrent toujours un possible revirement pour que l'opération perdure après son départ. ■

STÉPHANIE BERGOUIGNAN

QUESTIONS AU

GÉNÉRAL DE RICHOUFFTZ. Il a participé à la plupart des campagnes militaires françaises de ces trente dernières années et s'est lancé dans l'aventure de la solidarité.

« Des jeunes métamorphosés »

Comment ces jeunes se sont-ils adaptés au programme ?

J'ai constaté un véritable changement de comportement. C'était vraiment pour certains leur dernière chance et ils se sont efforcés de répondre à nos attentes : être à l'heure, écouter l'autre, rester discipliné, avoir un comportement rigoureux. Une métamorphose – un vrai déclic – s'est produite à l'issue de la préparation militaire, qui s'est ressentie à la fois dans leur rapport avec l'auto-école, leur moniteur, et avec leur entourage : ils étaient plus souriants, plus à l'écoute.

Personnellement, qu'en avez-vous retiré ?

Beaucoup de satisfaction. Dans ce pays, il y a des gens formidables, prêts à se mobiliser pour venir en aide à autrui. Une somme considérable d'énergie s'est mobilisée pour cette cause : les

Le général de Richoufftz est ancien aide de camp de Pierre Mauroy.

Il est aujourd'hui adjoint territorial du gouverneur militaire de Paris.

réserves opérationnelle et citoyenne, les missions locales, les maires, les militaires, les chefs d'entreprise... Prendre des jeunes dans la rue et leur donner du travail entre 6 mois et 9 mois, leur redonner confiance et dignité dans une société qui n'est pas facile, c'est quelque chose d'enrichissant et dont je suis vraiment fier.

Pourquoi cette réussite ?

Je fais la preuve par trois que, quand on veut, on peut. Tout n'est pas perdu, même si on a trois millions de chômeurs. Je suis arrivé

à remettre des gens sans aucune qualification au travail avec des explications simples, des objectifs affichés. Ces jeunes ont maintenant envie de s'en sortir, d'aider leur pays et de voir la vie différemment.

Quelle différence avec le projet « Défense 2^e chance » ?

Ce n'est pas la même population. Le projet « 2^e chance » s'adresse à des plus jeunes, entre 18 et 20 ans, que l'on va remettre dans le droit chemin dans une pension. Mais être pompier bénévole ou cadet de la République, ce n'est pas un emploi. Les « 105 permis » s'adressent à une population différente, qui a déjà fait des petits boulots, qui a parfois charge de famille, plus âgée, plus marginalisée. L'objectif est de leur donner un emploi rapidement. Chacun est maître de son destin et chaque entité est autonome, responsable de son action. C'est un véritable partenariat qui réactualise le lien social dans les banlieues. Est-ce une véritable priorité ? Si c'est le cas, tout devrait être déployé pour que l'ensemble des actions soient utilisées. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S.B.

REPÈRES

- 109 JEUNES CONCERNÉS
- 24 JEUNES ACTUELLEMENT SALARIÉS, les autres poursuivent leur cursus.
- COÛT DE L'OPÉRATION : 8 000 euros par jeune, pris en charge par les entreprises et la région Ile-de-France. Seuls 2 000 euros relèvent de la Défense nationale.